Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu le décret n° 2015-354 du 27 mars 2015 relatif à l'égal accès des femmes et des hommes aux commissions et instances consultatives ou délibératives placées auprès du Premier ministre, des ministres ou de la Banque de France ;

Vu le décret n°   du   fixant les dispositions statutaires applicables aux enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du XXX ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique du XXX ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Il est créé auprès du ministre chargé de l'architecture un conseil national des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture, ci après désigné conseil national.

Le conseil national se prononce sur les mesures individuelles relatives à la carrière et à la qualification des professeurs et maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture dans les conditions prévues par les dispositions de leur statut particulier et du présent décret.

Il exerce les compétences dévolues aux commissions administratives paritaires par les articles 26 et 58 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

Il établit une liste de qualification aux fonctions de maîtres de conférence et de professeurs des écoles nationales supérieures d'architecture dans les conditions prévues par le décret du XXXXX susvisé et procède à l'évaluation de l'ensemble de leurs activités.

Il se prononce sur les attributions des congés pour études et recherche dans les conditions prévues par le décret du XXXXX susvisé.

Il fixe les critères donnant lieu à la décharge d'heures du service d'enseignement pour la participation à des activités de recherche et à des projets pédagogiques et scientifiques d'intérêt général.

Il formule des propositions et rend des avis auprès du ministre chargé de l'architecture sur des questions relatives à la recherche dans les écoles nationales supérieures d'architecture.

Il publie un rapport annuel rendant compte de son activité.

Article 2

Le conseil national est composé de 36 membres dont les deux tiers sont élus et un tiers nommés. Il comprend :

- a) 24 membres élus dont 6 au moins appartenant au corps des professeurs ;
- b) 12 membres nommés par le ministre chargé de l'architecture, dont 3 au moins appartenant au corps des professeurs. Parmi ces 12 membres, 10 sont choisis parmi les électeurs du conseil et deux personnalités de rang égal aux professeurs des écoles nationales d'architecture peuvent être choisies en raison de leurs compétences dans le domaine de l'enseignement et de la recherche en architecture.

La liste des membres est fixée par arrêté du ministre chargé de l'architecture.

Le conseil peut faire entendre toute personne en qualité d'expert ou de rapporteur.

Une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes est recherchée dans la composition du conseil. Les membres nommés sont désignés dans le respect du décret n° 2015-354 du 27 mars 2015 susvisé.

Article 3

Les électeurs, agents titulaires, sont répartis comme suit :

- a) D'une part, les professeurs ;
- b) D'autre part, les maîtres de conférences.

Sont compris également parmi les électeurs les personnels détachés dans un corps d'enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture.

Les élections sont organisées par collège et par section. Les enseignants-chercheurs sont éligibles dans la section au titre de laquelle ils sont inscrits sur les listes électorales. Nul ne peut être élu s'il n'a fait acte de candidature.

Chaque candidat produit, à l'appui de son acte de candidature, une notice biographique mentionnant ses titres et travaux, rendue publique dans des conditions prévues par arrêté du ministre chargé de l'architecture.

Les élections peuvent être organisées par voie électronique selon des modalités, fixées par arrêté du ministre chargé de l'architecture, propres à garantir la sincérité et la sécurité du scrutin.

Le mode d'élection est le scrutin de liste à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste. Les listes déposées peuvent être incomplètes. Elles doivent néanmoins comporter un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre de sièges à pourvoir.

Dans le cas où il n'y a plus qu'un siège à pourvoir et où il y a égalité de reste entre deux listes, il est procédé à un tirage au sort.

Un arrêté du ministre chargé de l'architecture précise les conditions d'inscription sur les listes électorales et les modalités des élections.

Préalablement à tout recours devant la juridiction administrative, les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours francs à compter de l'affichage des résultats, devant le ministre chargé de l'architecture.

Article 4

Lorsqu'un ou plusieurs des sièges réservés aux élus n'ont pu être pourvus, un arrêté du ministre chargé de l'architecture assure en tout ou partie la représentation par voie de nomination.

Toutefois, lorsque les résultats d'une élection n'ont pu être proclamés à la suite d'une irrégularité, une nouvelle élection est organisée.

Article 5

I. La durée du mandat des membres du conseil national est fixée à quatre ans.

Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.

La durée du mandat des membres peut être prorogée dans la limite d'un an, par arrêté du ministre chargé de l'architecture, dans le cadre de la mise en place de nouvelles instances.

II. Le membre élu ou nommé qui interrompt son mandat ou qui perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou nommé est remplacé pour la fin du mandat restant à courir :

1° S'il s'agit d'un membre élu, par le candidat de la même liste venant immédiatement après le candidat élu au sein de la section. Si la liste est épuisée, le ministre procède au remplacement.

2° S'il s'agit d'un membre nommé, par un membre nommé dans les conditions prévues au b) de l'article 3 ci-dessus.

III. Le membre qui, lors de son élection ou de sa nomination, se trouve dans l'un des cas d'incompatibilité mentionnés aux premier et second alinéas de l'article 7 doit, dans les quinze

jours qui suivent son élection ou sa nomination, se démettre des fonctions incompatibles avec son mandat de membre.

À l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, le membre qui se trouve dans un des cas d'incompatibilité est réputé démissionnaire d'office du Conseil national et remplacé dans les conditions prévues au II.

Un membre accédant en cours de mandat à l'une des fonctions mentionnées aux premier et deuxième alinéas de l'article 7 est réputé démissionnaire d'office du Conseil national et remplacé, sous les mêmes délais et selon les mêmes modalités que ceux prévus aux deux alinéas précédents.

IV. Les membres du Conseil national exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ils peuvent être remboursés de leurs frais de transport et de séjour dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux personnels civils de l'État.

Article 6

Les membres du Conseil national élisent en leur sein un bureau au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Il est composé d'un président choisi parmi les professeurs et de deux vice-présidents choisis l'un parmi les professeurs, l'autre parmi les maîtres de conférences.

L'élection du bureau est acquise à la majorité absolue au premier tour et relative au second tour. En cas d'égalité de voix au second tour, le siège est attribué par tirage au sort.

Le mandat de membre du bureau est de quatre ans.

Lorsqu'un membre titulaire du bureau vient à cesser ses fonctions pour quelque cause que ce soit, il est procédé lors de la réunion suivante du conseil à l'élection d'un nouveau membre du bureau dans les conditions précédemment définies.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est suppléé par un vice-président. Si aucun d'entre eux ne peut siéger, la présidence est assurée par les professeurs ou les maîtres de conférence ayant la plus grande ancienneté d'échelon dans le grade le plus élevé, présent à la séance.

Article 7

La fonction de membre du Conseil national est incompatible avec l'exercice simultané de fonction de directeur des écoles d'architecture ou de président du conseil d'administration d'écoles d'architecture.

La fonction de président du Conseil national est incompatible avec l'exercice simultané de fonction de membre du conseil du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Les membres du Conseil national ne peuvent participer ni aux délibérations ou à la rédaction de rapports ayant trait à leur situation personnelle, ni à celles de leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré ni à celles d'un enseignant-chercheur affecté ou exerçant des fonctions au sein de l'établissement dans lequel ils sont eux-mêmes affectés ou au sein de l'unité de recherche à laquelle ils appartiennent. Ils ne peuvent participer aux délibérations ou à la rédaction de rapports concernant un candidat avec lequel ils entretiennent des relations personnelles ou avec lequel ils sont en conflit d'intérêt. Ils ne peuvent participer aux délibérations ou à la rédaction de rapports concernant un candidat à la qualification dont ils ont dirigé ou codirigé la thèse ou s'ils ont été garants de son habilitation à diriger des recherches.

Article 8

I. Le conseil national se réunit soit en formation plénière, soit en section.

Le ministre chargé de l'architecture arrête l'ordre du jour et convoque les réunions.

II. Le conseil national est divisé en sections représentant une ou plusieurs disciplines. La liste des sections et le nombre de leurs membres sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'architecture.

Chaque section est composée à la fois de professeurs et de maîtres de conférences.

III. Concernant les mesures d'ordre individuel, les expertises produites sont réalisées par les membres de la section compétente en la matière et les avis sont rendus en formation plénière.

L'examen des questions relatives à la carrière relève des seuls représentants des enseignants-chercheurs occupant un emploi d'un rang au moins égal à celui qui est détenu par l'intéressé.

Les critères et les modalités d'appréciation des candidatures, les modalités de mise en œuvre du suivi de carrière des enseignants-chercheurs sont rendus publics, de même que les conditions dans lesquelles les sections formulent leurs avis.

Article 9

Le secrétariat du conseil national est assuré par le secrétariat général du ministère chargé de l'architecture.

Le conseil national fixe son règlement intérieur qui précise les règles de fonctionnement du conseil.

Article 10

La ministre de la culture et de la communication et la ministre de la fonction publique sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

La ministre de la culture et de la communication

Audrey AZOULAY

La ministre de la fonction publique,

Annick GIRARDIN